Département de la GIRONDE

Envoyé en préfecture le 03/10/2025 Reçu en préfecture le 03/10/2025

Arrondi Publié lent de BLAYE

ID | 033-213301260-20250929-2025_046-DE

Commune de CIVRAC-DE-BLAYE

Délibération n°2025-046 EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du 29 septembre 2025

Le 29 septembre 2025 à 19h00, le Conseil Municipal de la Commune dûment convoqué en date du 19 septembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire à la mairie sous la présidence de Monsieur Florian DUMAS, Maire.

Présents: F. DUMAS (Le Maire), F. MATHE (Adjointe), F. BOULOT (Adjoint), E. CANU, O. CLABAUX, M-H. DUPUY, M. GRACIA, A. GRIMARD, A. GUILLOT, N. MOTARD, F. RIVIER.

Absents excusés: L. BOUVERET, A. CAVARD, E. POUIT.

Secrétaire de séance : F. BOULOT

OBJET:

Devis LED - SDEEG

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice: 14 Présents : 11 Exprimés : 11

Pour: 11 Contre: 0 Abstention: 0

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant la campagne de modernisation de l'éclairage public avec un changement de tous les candélabres situés dans les lieux-dits en éclairage à LED,

Considérant le devis proposé par le Syndicat Départemental Energie et Environnement de la Gironde (SDEEG) dont le montant s'élève à 29 175,53€ HT,

Considérant la prise en charge de 20% de ce montant par le SDEEG ainsi que 60% par le Syndicat d'Electrification du Fronsadais,

Considérant le reste à charge de la commune d'un montant de 4 245.29€ HT,

Après délibération, les conseillers municipaux, à l'unanimité, valident le devis proposé par le SDEEG d'un montant de 29 175,53€ HT, avec un financement communal à hauteur de 4 245,29€ HT.

> Fait à CIVRAC DE BLAYE, le 29 septembre 2025 Pour extrait certifié conforme délibéré le 29 septembre 2025

> > Le Maire, Florian DUMAS

Le Maire,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la Collectivité,

Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa réception.